



## Déclaration préalable au CT du 21 novembre 2012 de la DOT Colis IdF.

Monsieur le Président,

Nous profitons de la tenue de ce Comité Technique pour dénoncer la communication que vous avez faite auprès des cadres dans un « Flash Info Managers » à propos du Schéma Directeur Ile de France 2012-2015.

En effet, à la fin du Comité Technique du 18 octobre dernier il nous a été demandé un vote auquel nous avons unanimement répondu par « *l'abstention* ». Ce fut un vote clair et sans ambiguïté traduisant notre scepticisme sur le projet et surtout notre crainte de voir les agents subir des changements à répétition sans pour autant apporter du plus dans leur quotidien. Mais l'interprétation que vous en faites dans ce fameux « Flash Info » est inacceptable à tout point de vue.

Nous citons vos propos : « *A l'issue de cette rencontre riche et productive, toutes les Organisations Syndicales ont marqué un signe de confiance pour la mise en œuvre de ce programme qui sera décliné en projets locaux par l'ensemble des collaborateurs d'Ile de France dont vous faites partie* ».

Ceci traduit un manque de respect vis-à-vis de cette instance, des élus qui y siègent et bien entendu, des Organisations Syndicales qui leur ont donné mandat. Pour nous, élus du personnel, cette communication faite aux managers est un mauvais coup porté au dialogue social à la DOT Colis IDF dans la mesure où votre traduction est non seulement fautive, elle fait aussi l'amalgame entre le rôle de l'entreprise qui défend ses projets et celui des Organisations Syndicales qui défendent les intérêts des salariés.

C'est pourquoi, nous attendons de votre part, Monsieur le président, un rectificatif auprès de l'ensemble des managers destinataires de ce Flash Info en leur indiquant le véritable vote qui avait été formulé par les élus. Enfin, nous ne pouvons que vous demander des explications claires sur vos intentions en tant que président de cette instance. Car nous voulons jouer notre rôle d'élus en restant maîtres de nos choix et de nos expressions.

Les représentants élus CFDT, CGT, FO, SUD, au CT.